



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

I - LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET LA LOI DE FINANCES 2022

A. LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

B. LES PRINCIPALES MESURES DU PROJET DE LOI DE FINANCES (PLF 2022) CONCERNANT
LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

II - LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE

A. RETROSPECTIVE ET COMPTE ADMINISTRATIF PROVISOIRE

B. QUELQUES RAPPELS DE DÉFINITION

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE SAINT MEMMIE

A. L'ENDETTEMENT

B - LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2022

PRÉAMBULE

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientations budgétaires permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation.

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, présente à son assemblée délibérante un rapport sur

- les orientations budgétaires évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux.

Nouvelle obligation depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018 2022 faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.

La délibération est obligatoire, elle permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative. Le DOB est relaté dans un compte rendu de séance.

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

I - LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET LA LOI DE FINANCES 2022

A. LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'économie mondiale rebondit malgré des répliques épidémiques

Après le repli généralisé du PIB à l'échelle mondiale provoqué par la première vague épidémique de COVID-19 au T1 2020, l'ensemble des grandes économies développées a retrouvé une croissance positive au cours de l'année 2021. L'arrivée des vaccins en début d'année et l'expérience acquise au fil des différents confinements ont permis de limiter les effets les plus néfastes pour l'activité économique. Les plans de soutien budgétaire massifs ont également largement contribué à atténuer les pertes de croissance.

Néanmoins, la reprise a été différenciée selon les régions du monde. Aux successives vagues de contamination qui ont touché les différents continents, se sont ajoutés d'autres obstacles qui sont venus ralentir la vigueur de la reprise. D'une part, la remontée des prix de l'énergie provoquant une accélération de l'inflation au second semestre. D'autre part, des pénuries de biens intermédiaires, dont les semi-conducteurs, limitant certaines productions industrielles. Enfin, une désorganisation des chaînes logistiques en conséquence des confinements, avec aussi des pénuries de main d'œuvre dans certains secteurs (transport, restauration, etc.). Plus récemment, l'accélération de la propagation du variant Omicron fait peser le doute sur les prévisions de croissance de l'économie mondiale.

D'après les prévisions actuelles, le niveau de PIB préalable à la pandémie devrait être rejoint dans la plupart des grandes économies d'ici le premier semestre 2022. Après -2,8 % en 2020, la croissance mondiale a rebondi à 5,9 % en 2021 puis, ralentirait à 4,1 % en 2022.

Zone euro : une reprise plus tardive mais solide.

L'industrie européenne a engrangé des commandes importantes, seulement contraintes par les pénuries de certains composants et les difficultés d'approvisionnement. Les goulets d'étranglement et une hausse importante des prix de l'énergie ont constitué les principaux facteurs d'accélération de l'inflation. Celle-ci s'est révélée plus forte qu'attendu (5 % estimés en zone euro en décembre contre 0,9 % en janvier).

Du côté des politiques monétaires, les banques centrales des pays du G7 ont maintenu des conditions monétaires et financières accommodantes tout au long des trois premiers trimestres 2021.

En 2021, la croissance de la zone euro devrait atteindre 5,3 % (après -6,5 % en 2020) puis, elle ralentirait progressivement en 2022 à environ 4,3 %.

France : une reprise menacée par l'émergence du variant Omicron

L'année 2021 a été marquée par le retour de la croissance. Ainsi, le PIB a progressé de 3 % T/T au T3 2021 (contre 1,3 % T/T au T2) et est revenu quasiment à son niveau d'avant crise (-0,1 % par rapport au T4 2019). Pour l'instant, l'économie française semble bien résister. Malgré l'émergence du variant Omicron, la croissance est estimée à 0,6 % T/T au T4 2021 et devrait ralentir au T1 2022 à 0,4 % avant de repartir au T2 2022.

France : retour à la normale sur le marché du travail

Sur le marché du travail, l'onde de choc provoquée par la crise de la COVID-19 a été amortie. Les créations d'emploi combinées à la hausse de la population active ont entraîné un recul du chômage. De 8,9 % au T3 2020 à 7,6 % au T4 2021, le taux de chômage ressort plus bas qu'avant la crise.

Néanmoins, la normalisation du marché du travail s'est accompagnée du retour des difficultés en termes de recrutement (premier frein à l'activité des PME et TPE) qui s'explique principalement par un problème d'appariement entre offre et demande de travail.

Ce phénomène a été amplifié par la particularité de la crise de la COVID-19 qui a entraîné :

- une interruption soudaine des activités économiques
- une rétention de la main d'oeuvre par des dispositifs de chômage partiel et
- des difficultés de remobilisation de la main d'oeuvre

France : une inflation transitoire qui se prolonge

Après un épisode de forte baisse, de 1,5 % en janvier 2020 à 0 % en décembre, en raison de la forte baisse du prix du pétrole en 2020, l'inflation IPCH a progressivement regagné du terrain pour atteindre 3,4 % en décembre 2021. Au total, pour l'année 2021, la progression de l'inflation a été de 2,1 %. Cette forte hausse s'explique principalement par l'accélération de la composante énergie (+ 18,6 % en décembre 2021).

France : des entreprises qui se portent bien

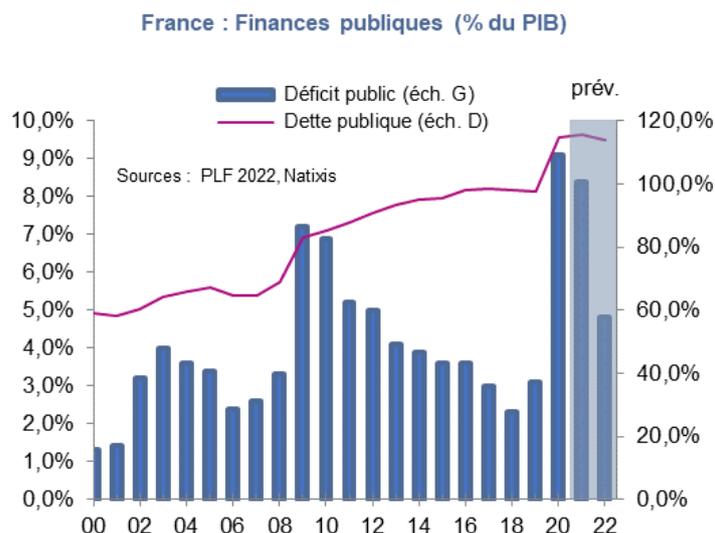
Les mesures de soutien mises en place par le gouvernement pour faire face à la pandémie notamment le Fond de Solidarité, la prise en charge du chômage partiel ou les Prêts Garantis par l'Etat ont permis de protéger efficacement les entreprises françaises. De plus, 2021 a marqué une nouvelle étape dans la baisse de l'impôt sur les sociétés (taux normal de 28 à 26,5 % en 2020). Enfin, le rebond de la demande en 2021 a également été un facteur positif pour la performance des entreprises. Ainsi, les faillites d'entreprises ont connu une baisse d'une ampleur jamais observée précédemment.

France : des dépenses toujours expansionnistes malgré la reprise

Après deux années marquées par le financement de la réponse à la crise sanitaire, les finances publiques devraient retourner sur une trajectoire relativement durable à partir de 2022. D'après le projet de loi de finances (PLF) 2022, le déficit public devrait atteindre 8,4 % du PIB en 2021 (après 9,1 % en 2020) et baisser à 4,8 % en 2022.

Le budget 2022 restera néanmoins relativement expansionniste en maintenant un niveau de dépenses publiques à 55,6 % du PIB (contre 53,8 % en 2019). Ainsi, le gouvernement compterait davantage sur la conjoncture économique favorable plutôt que sur des mesures structurelles de réduction des dépenses ou d'augmentation des recettes afin de réduire les déséquilibres des finances publiques.

A ce stade, deux risques pourraient remettre en cause le dynamisme de la consommation privée : une inflation durablement plus élevée qu'attendu et un marché du travail moins dynamique qu'attendu qui conduirait à un ralentissement des revenus d'activité



B. LES PRINCIPALES MESURES DU PLF 2022 CONCERNANT LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le Projet de Loi de finances 2022 : volet collectivités territoriales

Il s'agit donc d'un Projet de Loi de finances de fin de quinquennat contenant des ajustements sur les réformes fiscales et marquant également la continuité du plan de relance lié à la crise sanitaire. On est donc loin des lois de finances lourdes de conséquences pour les collectivités (suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, réforme des impôts de production, stabilisation des concours financiers de l'État et de l'incitation à la modération des dépenses de fonctionnement).

Des transferts financiers de l'État aux collectivités en augmentation dans la LFI 2022. Ils atteignent 105 5 milliards en LFI 2022 à périmètre courant, en hausse de 1,2 % par rapport à la LFI 2021. Cette augmentation est principalement liée à la fiscalité transférée (départements, fonds d'urgence au profit des collectivités sinistrées par la tempête Alex dans les Alpes Maritimes, doublement de la dotation biodiversité, bénéficiant aux collectivités hébergeant des zones naturelles protégées sur leur territoire).

Prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales en 2022 un niveau de DGF stabilisé

La DGF 2022 est stable avec un montant de 26,798 milliards dont 18,3 milliards pour le bloc communal et 8,5 milliards pour les départements.

Des dotations de soutien à l'investissement local en hausse pour 2022

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 2,1 milliards € dans la LFI 2022, montant en hausse (lié à la DSIL) comparativement à 2021 :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions €
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 907 millions € (+337 millions € par rapport à 2021)
- dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €

Prolongement en 2022 de deux dotations liées à la crise sanitaire

Dotation à destination des régies des collectivités. Elle est destinée aux régies ayant eu des pertes de recettes réelles de fonctionnement et d'épargne brute* du fait de la crise sanitaire.

Dotation à destination des communes, des EPCI à fiscalité propre, des syndicats mixtes (ayant pour membres des communes, EPCI, départements et / ou régions), destinée aux collectivités ayant eu sur leur budget principal une diminution d'épargne brute de plus de 6,5 % (par rapport à 2019 et une perte de recettes tarifaires (au titre de leurs services publics à caractère administratif)

Ajustement du montant de perte de TH sur les résidences principales à prendre en compte dans les mécanismes de correction (pour les communes) et pour la compensation (pour les EPCI à fiscalité propre) dans le cadre de la réforme fiscale liée à la suppression de la TH sur les résidences principales.

Modifications d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties sur les logements sociaux et intermédiaires.

Fiscalité reversée précisions sur l'attribution de compensation et la dotation de solidarité communautaire.

Un EPCI à fiscalité propre peut diminuer unilatéralement les AC de ses communes membres, cet article en précise les conditions et pose les principes suivants :

- la baisse ne peut pas être supérieure à la perte de recettes fiscales de l'EPCI à fiscalité propre
- la baisse peut être réalisée sur tout ou partie des communes membres, voir même sur la seule commune où il y a eu baisse des recettes fiscales
- la baisse ne peut pas être supérieure à 5% des recettes réelles de fonctionnement (de l'année précédente) de la commune concernée ou au montant perçu au titre de la compensation de la contribution au fonds national de garantie individuelle des ressources

Taxe locale sur la publicité extérieure

Cette taxe faisait l'objet d'une déclaration annuelle portant sur les supports existants au 1^{er} janvier et d'éventuelles déclarations complémentaires réalisées dans les deux mois suivant une installation ou une suppression

Cet article simplifie les déclarations A compter de 2022 elles ne porteront que sur l'installation, le remplacement ou la suppression de supports publicitaires. Elles doivent intervenir dans les deux mois.

II - LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE

A. RETROSPECTIVE ET COMPTE ADMINISTRATIF PROVISOIRE

Afin d'éclairer le débat sur les orientations budgétaires 2022, il convient de porter un regard sur l'évolution de la structure budgétaire de la collectivité au vu d'une rétrospective de l'exécution des derniers exercices budgétaires.

| FONCTIONNEMENT | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| DEPENSES | 4 423 417,71 € | 4 619 181,10 € | 4 417 232,24 € |
| 011 Charges à caractère général dont: | 1 085 081,63 € | 1 063 162,16 € | 1 070 825,55 € |
| Prestations de services, location mob (cantine...) | 168 491,17 € | 125 785,58 € | 162 765,26 € |
| Énergie - électricité - eau | 275 377,31 € | 270 174,92 € | 268 216,17 € |
| Carburants, combustibles | 21 912,35 € | 15 477,87 € | 21 096,10 € |
| Alimentation | 8 425,34 € | 3 264,13 € | 9 688,97 € |
| Fournitures voirie, entretien et autres | 38 296,90 € | 76 679,20 € | 38 423,51 € |
| Vêtements de travail | 5 342,67 € | 7 625,09 € | 5 660,85 € |
| Fournitures administratives, livres, documentation... | 20 994,02 € | 20 585,01 € | 28 408,40 € |
| Fournitures scolaires | 16 430,75 € | 20 233,90 € | 21 828,87 € |
| Autres matières et fournitures (st) | 25 475,35 € | 13 928,32 € | 29 254,38 € |
| Terrains, bâtiments | 100 092,27 € | 75 723,03 € | 106 059,48 € |
| Entretien voirie | 8 557,47 € | 114 416,55 € | 30 935,46 € |
| Entretien réseaux (éclairage public) | 11 797,99 € | 9 969,73 € | 13 718,61 € |
| Matériel roulant | 25 681,15 € | 21 859,24 € | 25 859,73 € |
| Autres biens mobiliers (EV) | 4 395,85 € | 9 546,90 € | 4 121,51 € |
| Maintenance | 63 060,74 € | 57 010,45 € | 64 606,24 € |
| Primes d'assurance | 15 583,38 € | 15 886,64 € | 16 177,25 € |
| Autres frais divers (CLSH, manifestations...) | 24 066,72 € | 12 166,40 € | 19 509,33 € |
| Honoraires et autres services et concours | 21 282,47 € | 6 407,97 € | 18 442,18 € |
| autres frais divers et services extérieurs | 49 252,96 € | 45 181,28 € | 25 258,14 € |
| Annonces et insertions | 5 422,37 € | 1 145,93 € | 2 383,32 € |
| Fêtes et cérémonies+ réceptions | 57 262,13 € | 27 785,10 € | 25 332,22 € |
| Transports collectifs et déplacements | 8 353,97 € | 4 085,71 € | 2 965,40 € |
| télécommunications , affranchissement | 38 719,13 € | 36 153,97 € | 53 334,91 € |
| Frais de nettoyage des locaux | 57 843,25 € | 64 091,76 € | 68 158,42 € |
| impôts et Taxes | 12 963,92 € | 7 977,48 € | 8 620,84 € |
| 012 Charges de personnel | 2 571 137,71 € | 2 462 662,00 € | 2 550 603,78 € |
| Rémunérations et indemnités | 1 772 035,94 € | 1 699 657,64 € | 1 776 182,25 € |
| charges diverses | 761 807,75 € | 723 714,51 € | 735 918,33 € |
| assurances et medecine du travail | 37 294,02 € | 39 289,85 € | 38 503,20 € |
| atténuation de produits (attribution de compensation et FPIC) | 161 642,00 € | 161 618,00 € | 174 214,00 € |
| 65 Autres charges (indemnités, subvention): | 297 722,68 € | 335 514,52 € | 306 123,26 € |
| reversement budget annexe | 3 776,69 € | 28 000,00 € | 17 607,25 € |
| indemnités et charges sociales | 105 632,46 € | 106 831,41 € | 111 051,33 € |
| Créances admises en non-valeur | 964,92 € | 15 115,31 € | 1 358,58 € |
| Contributions aux organismes de regroupement | 34 351,67 € | 34 558,63 € | 31 803,91 € |
| Ccas | 120 000,00 € | 120 000,00 € | 120 000,00 € |
| Subventions aux associations | 32 996,94 € | 31 009,17 € | 24 302,19 € |
| 66 Charges financières | 54 699,52 € | 47 206,42 € | 40 029,17 € |
| 67 Charges exceptionnelles | 6 533,61 € | 281 405,45 € | 405,12 € |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 4 176 817 € | 4 351 569 € | 4 142 201 € |
| 022 DEPENSES IMPREVUES | | | |
| 042 Opérations d'ordre | 246 600,56 € | 267 612,55 € | 275 031,36 € |
| VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT | 3 210 000,00 € | 3 113 959,00 € | 4 063 900,00 € |

| | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| RECETTES | 5 516 986,40 € | 5 346 062,31 € | 5 313 179,01 € |
| 013 atténuation de charges | 24 078,24 € | 34 300,50 € | 20 723,68 € |
| 70 Produits des services dont: | 401 564,87 € | 260 858,55 € | 366 095,38 € |
| 70311 Concession cimetièrè | 8 764,60 € | 2 852,40 € | 8 365,80 € |
| 70323 redevance occupation domiane public | 13 385,98 € | 12 781,10 € | 15 043,00 € |
| 7062-Redevances des services à caractère culturel | 41 726,60 € | 18 496,68 € | 32 720,81 € |
| 70632-A caractère de loisirs | 42 758,55 € | 31 864,10 € | 44 866,45 € |
| 7066-Redevances des services à caractère social | 115 054,68 € | 73 607,46 € | 93 672,10 € |
| 7067-Redevances et droits des services périscolaires | 176 360,85 € | 119 726,19 € | 169 940,87 € |
| 70878 - par d'autres redevables | 3 513,61 € | 1 530,62 € | 1 486,35 € |
| 73 Impôts et taxes | 3 289 489,47 € | 3 308 852,10 € | 3 369 453,11 € |
| 73111-Taxes foncières et d'habitation | 2 873 204,00 € | 2 896 173,00 € | 3 014 256,00 € |
| 7325-Fonds de péréquation des recettes fiscales communales | 85 169,00 € | 92 458,00 € | 90 259,00 € |
| 7336-Droits de place et autres impots | 6 245,00 € | - € | 5 034,00 € |
| 7343-Taxe sur les pylônes électriques | 12 140,00 € | 12 715,00 € | 13 005,00 € |
| 7353- redevance des mines | | - € | |
| 7351-Taxe sur l'électricité | 115 854,37 € | 102 614,69 € | 116 095,65 € |
| 7368-TAXES LOCALES SUR PUBLICITE EXTERIEURE | 47 432,00 € | 76,50 € | - € |
| 7381-Taxe additionnelle aux droits de mutation | 149 445,10 € | 204 814,91 € | 130 803,46 € |
| 74 Dotations, Subventions | 1 695 709,41 € | 1 677 003,97 € | 1 497 148,79 € |
| 7411-Dotation forfaitaire | 801 468,00 € | 791 822,00 € | 783 008,00 € |
| 74121-Dotation de solidarité rurale | 76 315,00 € | 78 240,00 € | 78 288,00 € |
| 74123-Dotation de solidarité urbaine | 178 871,00 € | 184 284,00 € | 189 969,00 € |
| 74127-Dotation nationale de péréquation | 56 271,00 € | 58 071,00 € | 54 081,00 € |
| 744 FCTVA | 17 151,94 € | 16 067,76 € | 5 164,81 € |
| 74718-Autres | 11 091,92 € | 16 694,20 € | 3 726,88 € |
| 7473-Départements | 7 264,00 € | 4 800,00 € | 4 800,00 € |
| 7478-Autres organismes | 401 464,55 € | 376 249,01 € | 319 071,10 € |
| 7482- compensation perte taxe additionnelle | 346,00 € | 346,00 € | 519,00 € |
| 748314-Dotation unique des compensations spécifiques | | - € | - € |
| 74832 - Attribution du Fonds départemental de la TP | 22 658,00 € | 22 696,00 € | 21 418,00 € |
| 74834-État - compensation au titre des exonérations des TF | 6 397,00 € | 6 419,00 € | 37 103,00 € |
| 7484- Dotation de recensement | | - € | - € |
| 74835-État - compensation au titre des exonérations de TH | 116 411,00 € | 121 315,00 € | - € |
| 75 Autres produits de gestion courante | 90 790,18 € | 41 048,80 € | 42 705,99 € |
| 752-Revenus des immeubles | 31 488,92 € | 41 047,24 € | 42 404,85 € |
| 758-Produits divers de gestion courante | 59 301,26 € | 1,56 € | 301,14 € |
| 76 Produits financiers | 1,50 € | 1,35 € | 1,20 € |
| 775 Produits exceptionnels | 15 352,73 € | 23 997,04 € | 17 050,86 € |
| 7865 Reprise sur amortissement et provision | | | - € |
| TOTAL RECETTES REELLES | 5 516 986 € | 5 346 062 € | 5 313 179 € |
| 042 Opérations d'ordre | - € | - € | - € |
| RESULTAT N-1 REPORTE | | | |
| Résultat de l'exercice | 1 093 568,69 € | 726 881,21 € | 895 946,77 € |
| Résultat de l'exercice sans les opérations d'ordre ni les charges et recettes exceptionnelles | 1 331 350,13 € | 1 251 902,17 € | 1 154 332,39 € |
| Virement section investissement nécessaire | | | |
| Résultat d'entrée | 2 753 521,25 € | 3 030 271,00 € | 3 790 243,00 € |
| Résultat de sortie | 3 847 089,94 € | 3 757 152,21 € | 4 686 189,77 € |

B. QUELQUES RAPPELS DE DÉFINITION

- **L'ÉPARGNE DE GESTION :**

C'est la différence entre les dépenses et les recettes de gestion courante.

- **L'ÉPARGNE BRUTE :**

C'est l'épargne de gestion moins les charges et recettes financières (essentiellement les intérêts des emprunts).

L'épargne brute témoigne tout à la fois de la capacité de la collectivité à se désendetter ou à investir (avec un effet de levier de 1 à 10).

Ainsi, 10 000 € d'épargne brute représente une ressource de 10 000 € directement mobilisable en section d'investissement.

Cette ressource permet de gager, à condition qu'elle soit récurrente, une annuité d'emprunt du même montant.

Par exemple, elle permet de contracter un emprunt de 130 000 € (au taux d'intérêt de 2 % sur 15 ans).

Mais cet effet levier joue dans les deux sens : 10 000 € de perdu en fonctionnement représentent 100 000 € de moins de capacité à investir. C'est la raison pour laquelle la section de fonctionnement est si importante à considérer dans l'approche des finances locales.

Notre épargne brute s'élève à 1 170 978 €

• LE TAUX D'ÉPARGNE BRUTE :

C'est le ratio épargne brute/recettes réelles de fonctionnement exprimé en pourcentage. Il traduit la part des recettes courantes qu'une collectivité est en mesure d'épargner chaque année sur son cycle de fonctionnement en vue de financer sa section d'investissement. Le seuil minimal d'alerte retenu est de 8 % et la zone de vigilance est de 10 %.

Notre taux d'épargne brute est de 22.04 % en 2021, donc très au-dessus du seuil de vigilance.

• L'ÉPARGNE NETTE/DISPONIBLE APPELÉE AUSSI « AUTOFINANCEMENT NET » :

C'est l'épargne brute moins le remboursement du capital de la dette. C'est ce qu'il reste pour financer les investissements directs.

Elle s'élève à 896 964 €

Nette des recettes et dépenses exceptionnelles, la CAF nette s'élève à 897 000 € soit 162 € par habitant, la moyenne de la strate 5000-10000 habitants étant de 115 € par habitant.

• L'ENDETTEMENT :

Il s'agit de la dette restant due au 31 décembre de l'exercice.

Notre dette au 31 décembre 2021 s'élevait à 1 300 824 € soit 234 € par habitant contre 802 € pour les communes de notre strate démographique

• LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT :

C'est le nombre d'années nécessaires au remboursement total de la dette au 31 décembre si on dédiait à cette fin l'épargne brute annuelle.

Alors que le seuil maximum est de 12 ans, et la zone de vigilance à partir de 10 ans, notre capacité de désendettement est de 1,11 ans au 31 décembre, très en dessous du seuil de vigilance.

| | CA 2020 | CA 2021 |
|--|------------------|--------------------|
| EPARGNE BRUTE | 994 494 € | 1 170 978 € |
| TAUX EPARGNE BRUTE | 18,60% | 22,04% |
| EPARGNE NETTE | 727 557 € | 896 964 € |
| Epargne nette des exceptionnels | 1 008 962,48 € | 897 369,10 € |
| capacité de remboursement de la dette en capital (en année) | 1,67 | 1,11 |

III - LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE SAINT MEMMIE

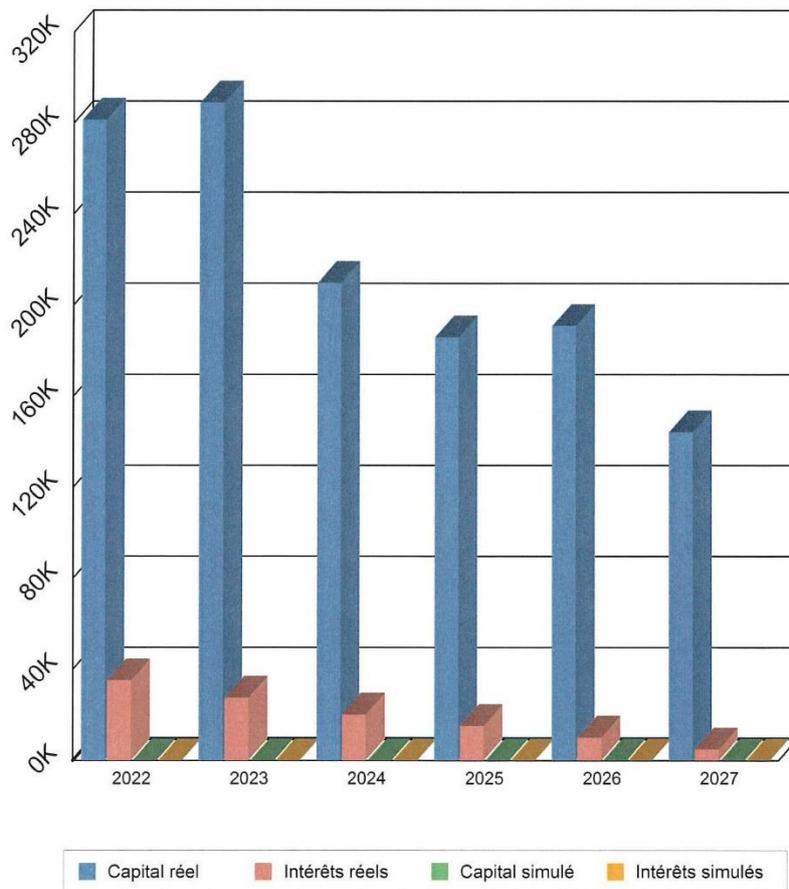
A. L'ENDETTEMENT

| |
|--------------------------------|
| Date : 27/01/2022 10:14 |
| Endettement pluriannuel |
| 078 - SAINT-MEMMIE |

Budget : Tous les budgets - Période : du 01/01/2022 au 31/12/2027 - Sans prise en compte des emprunts simulés.

| Exercice | Annuité | Intérêts | Capital | Frais TTC | Commissions TTC | Capital restant dû |
|----------|--------------|-------------|--------------|-----------|-----------------|--------------------|
| 2022 | 316 397,86 € | 35 043,76 € | 281 354,10 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 300 824,89 € |
| 2023 | 316 397,86 € | 27 428,94 € | 288 968,92 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 019 470,79 € |
| 2024 | 229 812,34 € | 20 152,85 € | 209 659,49 € | 0,00 € | 0,00 € | 730 501,87 € |
| 2025 | 200 950,50 € | 15 119,76 € | 185 830,74 € | 0,00 € | 0,00 € | 520 842,38 € |
| 2026 | 200 950,50 € | 10 079,73 € | 190 870,77 € | 0,00 € | 0,00 € | 335 011,64 € |
| 2027 | 149 005,11 € | 4 864,24 € | 144 140,87 € | 0,00 € | 0,00 € | 144 140,87 € |

Diagramme de remboursement



B. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022 - 2026



C'est donc dans ce contexte que le BP 2022 et les orientations budgétaires des années suivantes se préparent avec pour objectifs renouvelés de :

- Poursuivre les efforts en matière de stabilité des taux d'imposition des taxes foncières.
- Maîtriser la croissance des dépenses réelles de fonctionnement
- Maintenir notre taux d'épargne et notre capacité d'investissement
- Préserver les investissements sur la ville :

L'application des efforts de gestion et des choix prioritaires évoqués ci-dessus doit permettre à la Ville de maintenir des capacités à investir pour notre cadre de vie, nos services, nos voiries, nos écoles, nos équipements sportifs ou encore pour l'amélioration de la performance énergétique de nos bâtiments.

| OPERATIONS | 2022 | 2023 |
|---|--------------------|--------------------|
| CONSTRUCTION ECOLE DE MUSIQUE ET AUDITORIUM | 460 000 € | 2 700 000 € |
| REQUALIFICATION AVENUE JACQUES SIMON ET MALADREDRIE | | |
| Honoraires Etude Avenue J Simon | 100 000 € | 1 700 000 € |
| Effacement réseaux Avenue Jacques Simon | 330 000 € | |
| SAINT EXUPERY AMELIORATION ENERGETIQUE | 2 150 000 € | |
| FONTENAY Aménagement Bucher Eclairage extérieur Chalet / Abris de jardin | 151 000 € | |
| GYMNASES Remplacement chaudière G1 | 110 000 € | |
| Vestiaires Déborah Jeannet (démol Bungalow +bancs vestiaires) | 27 500 € | |
| TOTAL OPERATIONS | 3 328 500 € | 4 400 000 € |

| AUTRES INVESTISSEMENTS | 2022 |
|--|------------------|
| ADMINISTRATION GENERALE | 123 800 € |
| HOTEL DE VILLE | 257 650 € |
| CTM | 55 559 € |
| ECOLE DE MUSIQUE | 1 000 € |
| VIDEO PROTECTION | 117 000 € |
| STADE FOOT | 33 750 € |
| CHÂTEAU DE FONTENAY | 9 000 € |
| GYMNASES I & II | 27 500 € |
| URBANISME VOIRIE | 257 660 € |
| ECOLE ST EXUPERY | 24 720 € |
| ECOLE LE PETIT PRINCE | 1 000 € |
| GRAINE DE MALICE | 27 670 € |
| RESTAURATION SCOLAIRE | 800 € |
| PERI SCOLAIRE | 1 000 € |
| EGLISE | 20 000 € |
| SALLE DES LANTERNIERS | 700 € |
| SALLE DE L'ALCAZAR | 1 600 € |
| TOTAL AUTRES INVESTISSEMENTS 2022 | 960 409 € |

PROJET EQUILIBRE GENERAL BP 2022

DEPENSES

RECETTES

SECTION DE FONCTIONNEMENT

| | |
|------------------------------------|--------------------|
| Charges à caractère général | 1 130 000 € |
| Attribution de compensation | 160 000 € |
| Charges de personnel | 2 700 000 € |
| FPIC | 20 000 € |
| Autres charges de gestion courante | 300 000 € |
| Charges financières (intérêts) | 36 000 € |
| charges except, et imprévues | 200 000 € |
| Dotations aux amortissements | 275 000 € |
| Virement section investissement | 3 951 903 € |
| Total | 8 772 903 € |

| | |
|--|--------------------|
| Atténuation de charges | 25 000 € |
| Produits des services et ventes diverses | 390 000 € |
| Contributions directes dont TH | 3 450 000 € |
| Dotations | 1 550 000 € |
| Autres produits gestion courante | 40 000 € |
| Autres produits | 10 000 € |
| Excédent reporté | 3 307 903 € |
| Total | 8 772 903 € |

TOTAL

| | |
|------------------------------------|--------------------|
| Remboursement du capital | 285 000 € |
| Equipement | 5 022 500 € |
| Vestiaires | 27 500 € |
| Requalification rue Jacques SIMON | 2 130 000 € |
| Rénov énergétique Ecole St Exupéry | 2 150 000 € |
| Chaufferie Gymnase | 104 000 € |
| Fontenay aménagement du Bucher | 151 000 € |
| Ecole de musique et auditorium | 460 000 € |
| Autres et provisions | 960 000 € |
| Total | 1 659 536 € |
| Déficit reporté | 207 868 € |
| Total | 8 134 904 € |

SECTION D'INVESTISSEMENT

Autofinancement

| | |
|--|--------------------|
| Virement de la section de fonctionnement | 3 951 903 € |
| Dotation aux amortissements | 275 000 € |
| Autres ressources dont FCTVA | 160 597 € |
| COMPTE 1068 | 1 395 157 € |
| Subventions | 580 000 € |
| Emprunt | 1 300 000 € |
| RAR | 472 247 € |
| Excédent reporté | 0 € |
| Total | 8 134 904 € |

PROSPECTIVE 2022-2026

| FONCTIONNEMENT | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 | CA 2026 |
|---|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| DEPENSES FONCTIONNEMENT | 4 417 232 € | 4 511 651 € | 4 579 609 € | 4 675 572 € | 4 738 207 € | 4 807 067 € |
| 011 Charges à caractère général | 1 070 826 € | 1 092 242 € | 1 114 087 € | 1 136 369 € | 1 147 732 € | 1 159 210 € |
| 012 Charges de personnel | 2 550 604 € | 2 636 616 € | 2 689 348 € | 2 743 135 € | 2 797 998 € | 2 853 958 € |
| atténuation de produits (attribution de compensation et FPIC) | 174 214 € | 174 214 € | 174 214 € | 174 214 € | 174 214 € | 174 214 € |
| 65 Autres charges (indemnités, subvention) : | 306 123 € | 288 079 € | 289 460 € | 290 855 € | 292 263 € | 293 686 € |
| 66 Charges financières | 40 029 € | 35 500 € | 27 500 € | 46 000 € | 41 000 € | 41 000 € |
| 67 Charges exceptionnelles | 405 € | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € |
| 042 Opérations d'ordre / amortissements | 275 031 € | 275 000 € | 275 000 € | 275 000 € | 275 000 € | 275 000 € |
| RECETTES FONCTIONNEMENT | 5 313 179 € | 5 454 688 € | 5 473 964 € | 5 493 356 € | 5 512 866 € | 5 532 495 € |
| 013 atténuation de charges | 20 724 € | 25 000 € | 25 000 € | 25 000 € | 25 000 € | 25 000 € |
| 70 Produits des services dont: | 366 095 € | 369 756 € | 373 454 € | 377 188 € | 380 960 € | 384 770 € |
| 73 Impôts et taxes | 3 369 453 € | 3 448 721 € | 3 463 868 € | 3 479 090 € | 3 494 388 € | 3 509 763 € |
| 74 Dotations, Subventions | 1 497 149 € | 1 558 078 € | 1 558 078 € | 1 558 078 € | 1 558 078 € | 1 558 078 € |
| 75 Autres produits de gestion courante | 42 706 € | 43 133 € | 43 564 € | 44 000 € | 44 440 € | 44 884 € |
| 76 Produits financiers | 1,20 € | | | | | |
| 775 Produits exceptionnels | 17 051 € | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € |
| 7865 Reprise sur provision pour risques et charges | | | | | | |
| 042 Opérations d'ordre / Amortissements | | | | | | |
| FONCTIONNEMENT | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 | CA 2026 |
| Résultat de l'exercice | 895 946,77 € | 943 036,87 € | 894 354,45 € | 817 783,70 € | 774 659,13 € | 725 428,19 € |
| Résultat de l'exercice sans les opérations d'ordre ni les charges et recettes exceptionnelles | 1 154 332,39 € | 1 218 036,87 € | 1 169 354,45 € | 1 092 783,70 € | 1 049 659,13 € | 1 000 428,19 € |
| Résultat d'entrée | 3 790 243 € | | | | | |
| Résultat de sortie | 4 686 190 € | | | | | |
| DEPENSES INVESTISSEMENT | | 4 574 036 € | 5 839 000 € | 2 263 000 € | 2 509 000 € | 814 000 € |
| RESTE A REALISER | | 1 659 536 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| INVESTISSEMENTS NOUVEAUX | | 1 672 500 € | 5 050 000 € | 1 430 000 € | 1 700 000 € | 0 € |
| GYMNASES CHAUDIERE | | 104 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| FONTENAY AMENAGEMENT DU BUCHER | | 151 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| SAINT EXUPERY AMELIORATION ENERGETIQUE | | 500 000 € | 1 650 000 € | | 0 € | 0 € |
| ECOLE DE MUSIQUE et AUDITORIUM | | 460 000 € | 1 700 000 € | 1 000 000 € | 0 € | 0 € |
| VESTIAIRES DEBORAH JEANNET | | 27 500 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| REQUALIFICATION DE LE RUE JACQUES SIMON | | 430 000 € | 1 700 000 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| REQUALIFICATION RUES DU GRAND MAU ET DEPORTES | | 0 € | 0 € | 430 000 € | 1 700 000 € | |
| INVESTISSEMENTS HORS OPERATIONS | | 960 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € |
| EMPRUNTS | | 282 000 € | 289 000 € | 333 000 € | 309 000 € | 314 000 € |
| RECETTES INVESTISSEMENT | | 984 381 € | 4 292 500 € | 1 049 857 € | 1 698 402 € | 509 577 € |
| RESTE A REALISER 2020 | | 472 247 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| FCTVA (16,404%) | | 124 006 € | 250 000 € | 274 357 € | 828 402 € | 234 577 € |
| SUBVENTIONS (moyenne de 35 %) | | 585 375 € | 1 767 500 € | 500 500 € | 595 000 € | 0 € |
| EMPRUNTS NOUVEAUX | | 0 € | 2 000 000 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Amortissements | | 275 000 € | 275 000 € | 275 000 € | 275 000 € | 275 000 € |
| Résultat de l'exercice fonctionnement + investissement | | -2 646 618 € | -652 146 € | -395 359 € | -35 939 € | 421 005 € |
| Résultat d'entrée Investissement | | -207 868 € | | | | |
| Résultat d'entrée fonctionnement | | 4 686 190 € | 1 831 704 € | 1 179 558 € | 784 199 € | 748 260 € |
| Résultat de sortie | | 1 831 704 € | 1 179 558 € | 784 199 € | 748 260 € | 1 169 265 € |